



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/ 029 du 18 JAN 2012
mettant en demeure la Société GEODIS LOGISTICS Ile-de-France située à LISSES
de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 924743 du 24
décembre 1992 et de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre
2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la
protection de l'environnement soumises à autorisation

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1, L.514-1, L.514-6, R.512-1 et R.514-3-1,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF-MC-006 du 10 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 924743 en date du 24 décembre 1992 autorisant la Société LOGIC LINE, dont le siège social est situé 183, avenue de Clichy à Paris (75017) à exploiter dans son établissement sis CD n° 26, ZA de la Pièce de la Remise à LISSES les activités suivantes :

- n° 1510.1 (A) : stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts
volume de l'entrepôt : 280 000 m³
quantité de matières stockées : 1 100 tonnes

- n° 253.B (D) dépôt de liquides inflammables de 1ere catégorie
volume : 90 m3
- n° 3.1 (D) : ateliers de charges d'accumulateurs (2 X 11 KW) + 5 KW

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 5 décembre 2003 à la Société GEODIS LOGISTICS Ile-de-France, dont le siège social est situé Cap West - 7 et 9 allées de l'Europe 92615 CLICHY, pour l'exploitation au Bâtiment EVL2, CD 26 - ZAC de la Pièce de la Remise à LISSES, des activités susvisées,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCL.3/BE0126 du 2 juillet 2009 portant actualisation des installations classées et régularisation de l'unité de démantèlement des déchets d'équipements électriques et électroniques exploitées sur la commune de LISSES par la société GEODIS LOGISTICS Ile de France, dont le siège social est situé 7 et 9 allées de l'Europe à CLICHY (92110),

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 novembre 2011, établi à la suite d'un contrôle du site effectué le 18 octobre 2011,

CONSIDERANT que la société GEODIS LOGISTICS Ile de France n'a pas réalisé l'analyse du risque foudre comme le prévoient les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

CONSIDERANT que, lors de ce contrôle, l'inspecteur a constaté le dysfonctionnement des deux portes coupe-feu de l'atelier de charge de la cellule A1, ainsi que l'absence de ferme-porte automatique sur l'une d'entre elle,

CONSIDERANT qu'en conséquence, la prévention du risque incendie n'est pas garantie,

CONSIDERANT que, de ce fait, la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement n'est pas garantie et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.514-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société GEODIS LOGISTICS Ile-de-France, dont le siège social est situé 7 et 9 allées de l'Europe à CLICHY (92615) est mise en demeure, **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, pour son établissement situé sur la commune de LISSES, bâtiment EVL 2, CD 26, ZAC la Pièce de la Remise :

- de réaliser une analyse du risque foudre, conformément à l'arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- de procéder à la réparation des portes coupe-feu en dysfonctionnement dans l'atelier de charge de la cellule A1,
- de mettre en place un ferme-porte automatique sur la porte coupe-feu de l'atelier de charge de la cellule A1.

ARTICLE 2 : En cas de non respect des injonctions susvisées dans les délais impartis, la Société GEODIS LOGISTICS Ile-de-France sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

(Articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement).

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs des installations classées,
L'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de LISSES.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Pascal SANJUAN